

Cette année, le 1^{er} mai 2020 revêt un caractère particulier sur bien des aspects. La crise sanitaire nous oblige à rester chez nous, confinés.

Mais cette situation exceptionnelle ne doit pas confiner nos revendications. Au contraire. La situation générale, la loi d'urgence, les atermoiements du gouvernement, les pressions des employeurs publics et privés, les inquiétudes légitimes des salariés, les tentatives de déroger au Code du travail, aux statuts, aux conventions collectives, en résumé à nos droits, nous confortent d'autant plus à réaffirmer publiquement, nettement et fortement nos positions et revendications.

Rappelons d'abord, et c'est important, que le 1^{er} mai n'est pas, contrairement à ce qu'on entend trop souvent, la fête du travail, instituée par le maréchal Pétain. C'est la journée internationale des travailleurs, fondée sur la solidarité et au cours de laquelle ils expriment leurs revendications.

Et à FO, nous avons nos revendications, conformément aux mandats confiés par nos adhérents lors de tous nos congrès.

Des revendications sur les salaires et les qualifications, sur les régimes de solidarité (retraites, sécurité sociale, assurance chômage), sur les congés, le temps de travail.

Des revendications sur les libertés individuelles, de circulation ou de droit syndical.

Des revendications d'abrogation du projet de réforme des retraites et de la réforme de l'assurance chômage, de toutes les réformes qui détruisent les services publics et l'emploi.

Car l'heure n'est ni au renoncement, ni à l'accompagnement... encore moins à répondre à l'union sacrée appelée de ses vœux par le gouvernement et repris par la CFDT, l'UNSA, la CFTC et les organisations patronales. Au contraire, contre les orientations antisociales de ce gouvernement et du président de la République, l'heure est encore plus à la résistance et au combat pour défendre, imposer, et trop souvent hélas juste faire respecter les droits des travailleurs, des retraités, des chômeurs et des jeunes !

Dans ce contexte, nous refusons de sacrifier la santé et la sécurité des salariés sur l'autel de la reprise économique, au profit des plus riches ou des actionnaires et au détriment des plus précaires. Car la crise met en lumière la réalité que dénonce FO depuis trop longtemps : une économie favorisant la précarité et les bas salaires, les délocalisations pour plus de profits.

Quant à la start-up nation voulue par le président de la république, elle prend un coup dans l'aile : encensés hier comme les salariés de demain, les chauffeurs Uber, les autoentrepreneurs, ceux du nouveau monde, sans contrat, sans lien de subordination, sans les garanties que sont les droits acquis de haute lutte que sont, par

exemple l'assurance chômage ou la Sécurité sociale, quelle est leur situation ? Ils se retrouvent sans revenus. Sans rien pour uniquement assurer l'achat de nourriture ou assurer le paiement de leur loyer.

C'est pourquoi la préoccupation du gouvernement aujourd'hui, c'est de remettre au travail et principalement à disposition du Medef, une « main d'œuvre jugée improductive en raison du confinement ». Et nous refusons d'y participer. Car FO, en toutes circonstances et tout au long de son histoire, a toujours agi en toute indépendance vis-à-vis de l'État et des employeurs pour faire valoir uniquement les revendications des salariés. C'est notre rôle.

Et ce rôle nous le tenons depuis le début de cette crise et nous le tiendrons de la même façon après cette crise. Car nombre de salariés et d'agents publics se sont mobilisés, en première ligne, ces dernières semaines, parfois au détriment de leur santé, parfois en y laissant leur vie. Tous ont été présents, nombreux avec la peur au ventre, parfois dans des conditions de sécurité inacceptables. Notre syndicat a été présent à leurs côtés. Il a assuré son rôle et il l'assurera demain.

La reprise, quand elle aura lieu, ne pourra se faire que lorsque la sécurité des salariés sera totalement assurée. Il n'est pas admissible que des salariés soient tirillés entre la peur de contracter le virus et la perspective de fins de mois difficiles.

La crise sanitaire est en train de révéler la crise sociale et économique qui couvait. L'après-crise sanitaire sera très certainement difficile. Et nous aurons, comme aujourd'hui un rôle déterminant à tenir aux côtés des salariés.

L'Union Départementale FO de l'Isère, tous ses adhérents et militants continueront à porter ses revendications, avec et pour tous les salariés du privé, comme du public.



Mes Camarades, l'indépendance ne se négocie pas : elle est ou elle n'est pas.

**Même confinés,
plus que jamais réaffirmons nos revendications.**

VIVE LE 1^{ER} MAI

VIVE L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ SYNDICALE !

VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

**VIVE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
FORCE OUVRIÈRE !**

Philippe BEAUFORT
Secrétaire général de l'UD FO 38